



Rapport de gestion sur l'activité du groupe
Direct Energie

1^{er} semestre 2014

1. ACTIVITE ET RESULTAT DU GROUPE DURANT LE 1^{ER} SEMESTRE 2014

Le Groupe Direct Energie (le « **Groupe** » ou le « **Groupe Direct Energie** »), dont la société mère a été renommée Direct Energie suite à la décision de l'Assemblée Générale du 25 juin 2013 (la « **Société** » ou « **Direct Energie** ») est un acteur global sur le marché de l'énergie (électricité et gaz) en France.

L'essentiel de l'activité du Groupe est porté directement par la Société. Les développements ci-après concernent donc avant tout l'activité de la Société. L'organigramme du Groupe vous est présenté en annexe.

1.1. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DU GROUPE

Issu de la fusion le 11 juillet 2012 entre les groupes Direct Energie et Poweo, le Groupe confirme sa place de troisième acteur français sur le marché de la fourniture d'électricité et de gaz naturel avec plus de 1,1 million de sites clients en portefeuille et de premier opérateur indépendant en France. Le Groupe adresse tous les segments de marchés, clients particuliers entreprises et collectivités, et poursuit une stratégie d'intégration verticale pour être présent sur toute la chaîne de valeur, de la production jusqu'aux services au sein du foyer.

Principalement présent sur le segment de la fourniture d'électricité et de gaz, Direct Energie a réalisé sur le premier semestre une forte croissance de son parc clients permettant ainsi de compenser un début d'année particulièrement doux. En fin de période, les offres électricité et gaz s'établissent à près de 926 000 sites électricité pour une consommation de près de 3 TWh, et 247 000 sites gaz pour une consommation qui s'établit à plus de 1,3 TWh.

Malgré un contexte réglementaire qui contraint les capacités de développement des fournisseurs alternatifs en France, les marchés de détail français de l'électricité et du gaz naturel continuent de s'ouvrir progressivement à la concurrence.

Les offres proposées par Direct Energie lui ont permis de fournir plus de 209 000 sites professionnels, entreprises et collectivités et de remporter des clients de renoms comme Geodis, Allianz, Bouygues Telecom ou encore Total, ainsi que de nombreux marchés publics (SIGEIF, etc.).

Par ailleurs, la suppression programmée et progressive des tarifs règlementés de vente (TRV) proposés aux clients professionnels ayant une puissance souscrite supérieure à 36 kVA en électricité (tarifs jaunes et verts) et une consommation supérieure à 30 MWh/ an en gaz naturel, au plus tard au 31 décembre 2015, ouvre de bonnes perspectives au Groupe.

Enfin la décision du Conseil d'Etat du 11 avril 2014 enjoignant au Gouvernement d'augmenter rétroactivement les TRV d'électricité sur la période du 23 juillet 2012 au 31 juillet 2013 a permis à Direct Energie de reconnaître dans ses comptes au 30 juin 2014 un produit à recevoir à hauteur de 12,6 M€.

Dans ce contexte, le Groupe a su maintenir une dynamique commerciale soutenue en proposant des offres toujours plus compétitives et innovantes (dont TRIBU, associée à la mise en place des compteurs Linky), tout en s'associant à des partenaires stratégiques (Veolia Habitat Services, Nest etc.). De nombreux clients sont notamment séduits par les services digitaux tels que la possibilité d'effectuer ses auto-relèves, leur permettant ainsi d'être acteurs de leur propre consommation.

Si le Groupe confirme ainsi la mise en œuvre d'une croissance rentable, il place toutefois la satisfaction de ses clients au cœur de ses engagements. A ce titre, Direct Energie a remporté en février et pour la troisième fois consécutive, le Trophée Qualiweb de la relation client en ligne. Elle s'impose comme la référence de son secteur en matière de relation client, le prix « Elu service client de l'année 2014 » ayant été obtenu par le Groupe pour la septième année consécutive.

Le Groupe profite par ailleurs des perspectives de développement de la concurrence dans la fourniture d'énergie en Europe, pour démarrer son activité de fourniture d'électricité et de gaz sur le marché de détail en Belgique. Direct Energie Belgium, une société de droit belge constituée et détenue à 100% par le Groupe a ainsi obtenu les autorisations de fourniture d'électricité et de gaz dans les régions de Bruxelles Capitale et de la Wallonie. Direct Energie Belgium commercialise ses offres grand public en Wallonie depuis le 1^{er} juillet 2014.

Le Groupe Direct Energie poursuit également activement sa stratégie industrielle de développement de capacités de production avec l'objectif d'être un acteur de la transition énergétique à l'amont et à l'aval.

Le Groupe détient ainsi 100% de Direct Energie Génération qui développe actuellement plusieurs projets de centrales au gaz naturel de type CCGN (Cycle Combiné au Gaz Naturel).

En particulier, le Groupe, retenu au côté de son partenaire Siemens, pour la construction et l'exploitation d'un cycle combiné gaz à Landivisiau (Finistère) dans le cadre du Pacte Electrique Breton, a été autorisé le 18 janvier 2013 par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie à exploiter la centrale. Au moment du débat sur la transition énergétique, cette décision confirme pleinement l'engagement de l'Etat en faveur de ce projet ainsi que le rôle central des moyens de production flexibles dans la transition énergétique. Cette autorisation fait aujourd'hui l'objet d'un recours en annulation déposé par une association devant le tribunal administratif de Rennes. Une décision est attendue au cours du premier semestre 2015.

Depuis, le Groupe a travaillé activement à la préparation des dossiers de permis de construire et d'autorisation d'exploiter ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement) de ce projet. Le permis de construire de la centrale a été délivré par un arrêté préfectoral en septembre 2014. Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement a été déposé et l'enquête publique correspondante est actuellement en cours. La délivrance de l'autorisation devrait intervenir au cours du premier semestre 2015.

Par ailleurs, dans le cadre de son partenariat avec le groupe AXPO, le Groupe réaffirme sa volonté de participer aux appels d'offres relatifs au renouvellement des concessions hydroélectriques françaises.

1.2. RESULTAT DE L'ACTIVITE DU GROUPE AU 30 JUIN 2014

Les états financiers sont présentés selon le même modèle que celui utilisé dans le rapport de gestion du Groupe au titre de l'exercice 2013.

Les méthodes et principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 30 juin 2014 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013, à l'exception :

- Des normes, amendements et interprétations IFRS d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014, et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe. Ces normes, amendement et interprétations IFRS sont détaillés dans la note 1.2 « Evolution du référentiel comptable » de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2014.
- Du changement volontaire de présentation du compte de résultat mis en œuvre par le Groupe en 2014, détaillé dans la note 1.3 « Changement de présentation du compte de résultat » de l'annexe aux comptes.

Compte tenu du caractère rétroactif de l'application de certaines de ces évolutions, les états financiers historiques ont été retraités, comme expliqué dans la note 1.2 « Evolution du référentiel comptable », et présenté dans la note 2 « Comparabilité des exercices » de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2014.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

<i>En millions d'euros</i>	S1-2014	S1-2013 *	Var. (%)
Fourniture d'énergie	425,3	410,3	
<i>dont fourniture d'électricité</i>	326,9	308,3	
<i>dont fourniture de gaz</i>	75,8	80,2	
<i>dont autres ventes</i>	22,6	21,8	
Production	0,3	0,3	
Distribution	-	0,1	
Chiffre d'affaires hors Energy Management	425,6	410,7	3,6%
Marge sur l'activité Energy Management	(3,0)	(1,5)	-99,4%
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	422,6	409,2	3,3%

* Les normes IFRS 10 et IFRS 11 prévoient une application rétrospective. En conséquence les données 2013 ont été retraitées, comme expliqué dans la note 1.2 « Evolution du référentiel comptable » de l'annexe aux comptes au 30 juin 2014

Le chiffre d'affaires consolidé hors Energy Management présente une progression de + 3,6 % sur la période en passant de 410,7 M€ au premier semestre 2013 à 425,6 M€ au premier semestre 2014.

Cette hausse est portée par l'activité de fourniture d'énergie du Groupe. Elle est notamment la conséquence de la différence de parc client entre les premiers semestres 2013 et 2014, liée à l'accélération de la dynamique d'acquisition commerciale, et de l'impact sur le semestre de la hausse de 5% des TRV Electricité appliquée à compter du 1^{er} août 2013. Sur la période, le parc client de Direct Energie a augmenté de manière sensible s'établissant au 30 juin 2014 à près de 926 000 clients en électricité et 247 000 clients en gaz. Ceci représente une hausse de plus de 10% par rapport au 30 juin 2013. A l'inverse, les températures particulièrement clémentes ont pesé sur la consommation, notamment en gaz, qui s'est établie à des niveaux sensiblement inférieurs à ceux de 2013. Par ailleurs, le Groupe a reconnu dans ses comptes un produit à recevoir de 12,6 M€, correspondant à l'impact attendu sur le chiffre d'affaires des conséquences de la décision du conseil d'Etat relative à l'annulation de la hausse des TRV Electricité pour la période du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013, comme indiqué en note 3.1 « Annulation des TRV Electricité » de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2014.

Les chiffres d'affaires des activités de production et de distribution restent non significatifs sur l'exercice. Leur stabilité entre le premier semestre 2013 et le premier semestre 2014 est en ligne avec l'évolution de ces activités, l'activité de production n'ayant pas connu de mise en service d'actif sur l'exercice, et le Groupe n'ayant pas décidé de nouvelle prise de participation dans des entreprises locales de distribution.

L'activité d'Energy Management génère une marge négative de (3,0) M€ au 30 juin 2014 contre une perte de (1,5) M€ au 30 juin 2013, soit une diminution de (1,5) M€ de la marge Energy Management. Cette variation est liée d'une part à l'arrivée à maturité sur le semestre, dans un contexte de baisse sensible des prix des commodités, et notamment du gaz, d'instruments financiers dérivés, dont les marges latentes étaient négatives en fin d'année 2013, et qui ont été réalisés sur la période, ainsi qu'aux conséquences des reventes effectuées sur les marchés dans un contexte de faiblesse de la consommation d'énergie consécutive à l'hiver chaud.

MARGE BRUTE

<i>En millions d'euros</i>	S1-2014	S1-2013 *	Var. (%)
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	422,6	409,2	3,3%
Achats d'énergie	(178,3)	(187,8)	
<i>dont achats d'électricité</i>	<i>(146,2)</i>	<i>(143,3)</i>	
<i>dont achats de gaz</i>	<i>(32,1)</i>	<i>(44,5)</i>	
Autres consommations externes	(182,8)	(169,3)	
MARGE BRUTE	61,5	52,1	18,0%

* Les normes IFRS 10 et IFRS 11 prévoient une application rétrospective. En conséquence les données 2013 ont été retraitées, comme expliqué dans la note 1.2 « Evolution du référentiel comptable » de l'annexe aux comptes au 30 juin 2014

La marge brute s'établit à 61,5 M€ sur le premier semestre 2014 contre 52,1 M€ pour le premier semestre 2013, soit une hausse de 9,4 M€.

L'augmentation de 5% des TRV Electricité au 1^{er} août 2013, conformément au principe d'alignement progressif des TRV avec les coûts de l'opérateur historique, a permis d'améliorer la marge brute unitaire des activités de commercialisation d'électricité, et, conjuguée à la hausse du parc client, a compensé la diminution des volumes vendus consécutive à une période hivernale nettement plus chaude que la normale et que l'année dernière. En outre, le prix de l'ARENH, composant important des coûts d'approvisionnement en électricité du groupe est resté stable sur la période, conformément aux attentes, tandis que l'évolution favorable des prix de marché a permis au groupe de poursuivre l'optimisation de son complément d'approvisionnement en électricité. Enfin, l'impact de la décision du conseil d'Etat relative à l'annulation de la hausse des TRV Electricité pour la période du 1^{er} août 2012 au 31 juillet 2013 a contribué à l'amélioration de la marge brute sur la période.

Concernant l'activité de vente de gaz, l'hiver particulièrement chaud a pesé fortement sur la consommation unitaire des clients, après un hiver 2013 qui avait été à l'inverse plus froid que la normale, et a plus qu'absorbé la croissance du parc observée sur la période. La faible consommation a aussi eu pour conséquence d'amener le groupe à revendre sur le marché les quantités de gaz non consommées par ses clients, ce qui a pesé sur la rentabilité dans un contexte de faiblesse des prix de marché. Néanmoins, la poursuite de la dé-corrélation sur les marchés de gros du prix du gaz et du prix du pétrole, a permis au Groupe de poursuivre la sécurisation dans des conditions favorables d'une grande partie de ses approvisionnements pour les quatre exercices à venir.

RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

<i>En millions d'euros</i>	S1-2014	S1-2013 *	Var. (%)
MARGE BRUTE	61,5	52,1	18,0%
Charges de personnel	(11,8)	(12,7)	
Autres produits et charges opérationnels	(25,6)	(28,6)	
Amortissements	(10,5)	(14,2)	
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	13,6	(3,4)	499,4%

* Les normes IFRS 10 et IFRS 11 prévoient une application rétrospective. En conséquence les données 2013 ont été retraitées, comme expliqué dans la note 1.2 « Evolution du référentiel comptable » de l'annexe aux comptes au 30 juin 2014

Les charges de personnel affichent une diminution de 0,9 M€. Hors effet de variation de juste valeur des stocks options et actions gratuites, la masse salariale s'établit à (11,0) M€ au 30 juin 2014 contre (12,2) M€ au 30 juin 2013. Cette diminution de la masse salariale est essentiellement imputable aux effets de la rationalisation des effectifs finalisée dans le courant de l'année 2013, suite à la fusion opérationnelle entre Poweo et Direct Energie.

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à (25,6) M€ sur le semestre contre (28,6) M€ au premier semestre 2013, soit une diminution de 3,0 M€. Celle-ci s'explique principalement par un impact des créances irrécouvrables net des mouvements de provisions de (7,5) M€ sur le semestre contre (11,0) M€ sur le premier semestre 2013. Cette diminution s'explique principalement par l'important travail d'apurement des créances issues de la fusion entre Poweo et Direct Energie effectué sur l'année 2013.

L'impact négatif des amortissements sur le résultat opérationnel a diminué de près de 3,7 M€ sur le premier semestre 2014 par rapport au premier semestre 2013, du fait d'une réduction sensible de la charge d'amortissement relative aux coûts d'acquisition clients historiquement activés et amortis sur une période de 4 ans.

En dépit de l'hiver chaud observé début 2014, le résultat opérationnel courant a ainsi augmenté de manière significative (+ 17,0 M€) et s'établit à 13,6 M€ contre (3,4) M€ au 1^{er} semestre 2013, traduisant une amélioration progressive de l'espace économique du Groupe, dans un contexte de poursuite de la dynamique d'acquisition commerciale.

RESULTAT OPERATIONNEL

<i>En millions d'euros</i>	S1-2014	S1-2013 *	Var. (%)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	13,6	(3,4)	499,4%
Variations JV dérivés Energie à caractère opérationnel	(4,2)	1,4	
Cessions d'actifs non courants	0,6	0,8	
Pertes de valeur sur actifs non courants	-	0,0	
Produits et charges liés aux variations de périmètre	0,0	0,0	
RESULTAT OPERATIONNEL	10,0	(1,1)	976,8%

* Les normes IFRS 10 et IFRS 11 prévoient une application rétrospective. En conséquence les données 2013 ont été retraitées, comme expliqué dans la note 1.2 « Evolution du référentiel comptable » de l'annexe aux comptes au 30 juin 2014

Les variations de juste valeur des dérivés Energie à caractère opérationnel, qui figurent désormais entre le Résultat Opérationnel Courant et le Résultat Opérationnel, suite au changement de présentation mis en œuvre sur la période, et décrit dans la note 1.3 « Changement de présentation du compte de résultat » de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2014, s'expliquent principalement par la variation des prix de l'énergie, et tout particulièrement par la diminution des prix du gaz, observées sur la période.

Les cessions d'actifs non courants correspondent à un complément de prix reçu par le Groupe concernant les cessions de deux filiales du Groupe effectuées en 2012.

Compte tenu de ces éléments, le résultat opérationnel au 30 juin 2014 est en amélioration significative et s'élève à 10,0 M€ contre (1,1) M€ au 30 juin 2013.

RESULTAT NET CONSOLIDE

<i>En millions d'euros</i>	S1-2014	S1-2013 *	Var. (%)
RESULTAT OPERATIONNEL	10,0	(1,1)	976,8%
Coût de l'endettement financier net	(0,4)	(0,9)	
Autres produits et charges financiers	(0,0)	(0,0)	
Résultat Financier	(0,4)	(0,9)	59,9%
Impôts sur les sociétés	0,7	(0,1)	
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	(0,1)	0,0	
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	10,2	(2,1)	582,9%
Résultat net des activités abandonnées	-	-	
RESULTAT NET	10,2	(2,1)	582,9%
Dont Résultat net part du Groupe	10,2	(2,1)	
Dont résultat net part des minoritaires	-	-	

* Les normes IFRS 10 et IFRS 11 prévoient une application rétrospective. En conséquence les données 2013 ont été retraitées, comme expliqué dans la note 1.2 « Evolution du référentiel comptable » de l'annexe aux comptes au 30 juin 2014

L'amélioration du résultat financier qui passe d'une perte de (0,9) M€ au 30 juin 2013 à une perte de (0,4) M€ au 30 juin 2014 s'explique principalement par le remboursement à fin 2013 du solde des avances en compte courant effectuées par les principaux actionnaires historiques de Direct Energie.

Le Groupe a constaté des produits d'impôts à hauteur de 0,7 M€ sur le premier semestre 2014, liés à une diminution des impôts différés passifs, consécutive aux variations de juste valeur des instruments financiers dérivés constatées sur la période. Aucun produit ni charge d'impôt significatif n'avait été constaté sur le premier semestre 2013.

Au 30 juin 2014, la quote-part de résultats nets des sociétés mises en équivalence inclut notamment les 4 sociétés historiquement consolidées en intégration globale et désormais consolidées par mises en équivalence, suite à la mise en œuvre des normes IFRS 10 et IFR11 : Direct Energie EBM Entreprises, Compagnie Electrique de Bretagne, Ossau et Sophy LacMort.

Le résultat net sur le premier semestre 2014 est donc un profit de 10,2 M€ contre une perte de (2,1) au premier semestre 2013.

1.3. EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE ET DE L'ENDETTEMENT DU GROUPE

<i>En millions d'euros</i>	S1-2014	S1-2013 *
Résultat Avant Impôt et Intérêts financiers	9,9	(1,1)
Eléments sans effet de trésorerie	14,3	24,2
Variation du besoin en fonds de roulement	(51,2)	(51,3)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(27,0)	(28,2)
Actifs immobilisés corporels et incorporels	(9,1)	(6,0)
Actifs immobilisés financiers	2,2	1,0
Variations de périmètre	-	-
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités d'investissement	(6,9)	(5,0)
Variation des emprunts	1,5	0,8
Intérêts financiers nets	(0,3)	(0,9)
Actions propres	(0,0)	0,0
Autres flux	-	-
Flux de trésorerie nets utilisés dans les activités de financement	1,2	(0,0)
Variation nette de la trésorerie	(32,8)	(33,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	29,3	57,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	(3,4)	24,4

* Les normes IFRS 10 et IFRS 11 prévoient une application rétrospective. En conséquence les données 2013 ont été retraitées, comme expliqué dans la note 1.2 « Evolution du référentiel comptable » de l'annexe aux comptes au 30 juin 2014

FLUX DE TRESORERIE OPERATIONNEL

Le flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles est un flux négatif de (27,0) M€ au premier semestre 2014 comparé à un flux négatif de (28,2) M€ au premier semestre 2013. L'activité très saisonnière du Groupe a comme en 2013 un impact important sur le flux de trésorerie des activités opérationnelles apprécié aux bornes du 1^{er} semestre (relèves de sortie d'hiver).

Compte tenu d'un résultat net consolidé positif de 10,2 M€, le résultat avant impôts et frais financiers s'élève à 9,9 M€ au 30 juin 2014 contre (1,1) M€ au 30 juin 2013. Le retraitement des éléments sans effet de trésorerie (charges non décaissées et produits non encaissés) a un impact globalement positif de 14,3 M€ qui se décompose principalement en des impacts positifs liés aux amortissements (+ 10,5 M€), à des variations de juste valeur des instruments financiers (+ 2,9 M€), et aux dépenses liées aux paiements fondés sur des actions (+ 0,7 M€). Au 30 juin 2013, le retraitement de ces éléments sans effet de trésorerie avait un impact positif de 24,2 M€.

INVESTISSEMENTS

Les investissements nets du Groupe ont un impact négatif de (6,9) M€ sur le premier semestre 2014 contre un impact négatif de (5,0) M€ sur le premier semestre 2013 soit une variation négative de (1,9) M€ de l'impact des flux de trésorerie liés aux activités d'investissements sur la trésorerie du Groupe.

L'investissement net dans l'actif immobilisé corporel et incorporel est de (9,1) M€ au 30 juin 2014 contre (6,0) M€ au premier semestre 2013. L'augmentation des investissements traduit tout particulièrement la reprise de la dynamique d'acquisition commerciale entraînant un accroissement significatif des coûts d'acquisition clients activés sur la période.

Les flux de trésorerie des activités d'investissement ont aussi bénéficié d'une diminution des dépôts et cautionnement du Groupe, qui se traduit par un impact positif sur la trésorerie de 1,6 M€ au 30 juin 2014 par rapport à un impact positif de 1,4 M€ au premier semestre 2013, ainsi que d'une augmentation des prêts émis

auprès des entreprises consolidées par mise en équivalence, pour un impact net de 0,6 M€ contre (0,4) M€ au cours du premier semestre 2013.

FINANCEMENT

Le flux de trésorerie lié aux opérations de financement au titre du semestre s'élève à 1,2 M€ contre un flux de (0,0) M€ au titre du premier semestre 2013.

Le flux de financement au 30 juin 2014 comprend principalement :

- La mise en place de financements pour l'acquisition de licences et matériels informatiques à hauteur de 1,8 M€ ;
- Le remboursement de dettes diverses pour 0,3 M€ ;
- Le paiement d'intérêts financiers nets pour 0,3 M€ correspondant aux garanties et cautions ainsi qu'aux découverts bancaires utilisés sur le premier semestre 2014.

Pour rappel, le flux de financement du premier semestre 2013 comprenait principalement :

- La mise en place de financements pour l'acquisition de licences informatiques à hauteur de 1,3 M€ ;
- Le remboursement de dettes diverses pour 0,5 M€ ;
- Le paiement d'intérêts financiers nets pour 0,9 M€ correspondant aux garanties et cautions ainsi qu'aux avances en comptes courants non remboursées au 30 juin 2013.

SITUATION FINANCIERE A LA CLOTURE

Au 30 juin 2014, les capitaux propres totaux du groupe s'élèvent à 41,1 M€ contre 34,6 M€ au 31 décembre 2013 et les dettes financières s'élèvent à 12,5 M€ au 30 juin 2014 contre 0,9 M€ au 31 décembre 2013.

L'augmentation des capitaux propres de 6,5 M€ s'explique principalement par le résultat net consolidé positif de 10,2 M€ et la variation de juste valeur des dérivés de couverture avec un impact de (4,4) M€.

L'endettement financier se décompose comme suit :

- Dettes financières non courantes : 1,4 M€ au 30 juin 2014 (0,3 M€ au 31 décembre 2013) ;
- Dettes financières courantes : 11,1 M€ au 30 juin 2014 (0,6 M€ au 31 décembre 2013).

Les dettes financières courantes sont composées principalement de concours bancaires pour 10,1 M€, utilisés dans le cadre des autorisations négociées avec les partenaires bancaires du Groupe.

A ces dettes financières au 30 juin 2014 viennent s'ajouter des engagements de crédits-bails pour 0,4 M€, des dépôts reçus pour 0,1 M€ et des financements et engagements divers pour 2,0 M€, pour obtenir la dette consolidée qui s'élève à 12,5 M€. La dette consolidée au 31 décembre 2013 s'élevait à 0,9 M€.

La trésorerie active du Groupe au 30 juin 2014 s'élève à 6,7 M€ contre 29,3 M€ au 31 décembre 2013. Au 31 décembre 2013, ce montant ne comprenait pas les équivalents de trésorerie nantis au profit de fournisseurs et d'établissements financiers dans le cadre de certaines opérations du Groupe, qui s'élevaient à 0,9 M€. Il n'y a plus d'équivalents de trésorerie nantis au 30 juin 2014.

Compte tenu de ces éléments, l'endettement financier net du Groupe au 30 juin 2014 s'établit à 5,8 M€. Cet endettement financier net était un excédent de 29,3 M€ au 31 décembre 2013.

2. PERSPECTIVES

2.1. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE LA PERIODE

Suite à l'autorisation du Conseil d'administration réuni le 16 juillet 2014, le Président a réalisé une opération de placement privé auprès de plusieurs investisseurs institutionnels, par l'émission de deux emprunts obligataires soumis au droit français.

L'émission et la souscription corrélative d'obligations cotées sur le marché libre (Freiverkehr) de la Bourse de Francfort présentent les principales conditions suivantes :

- L'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 28 500 000 euros portant intérêt au taux de 4,70% l'an et venant à échéance le 18 décembre 2019 ;
- L'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 11 500 000 euros portant intérêt au taux de 5% l'an et venant à échéance le 18 juillet 2021.

Depuis le 30 juin 2014, aucun autre évènement important n'a été relevé ou identifié, tant au niveau du Groupe qu'au niveau de la Société.

2.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Les bons résultats du Groupe sur le premier semestre 2014 confortent le Groupe dans la poursuite de sa politique de conquête commerciale.

Concernant les moyens de production thermiques, le Groupe continue à travailler sur le développement des projets actuels et sur d'autres projets, tout en veillant à adapter sa stratégie de développement aux évolutions des conditions des marchés d'énergie.

Enfin le Groupe va poursuivre son déploiement initié le 1^{er} juillet 2014 en Belgique, avec un objectif d'acquisition de 50 000 sites clients à fin 2015 et 400 000 sites clients en 2018 en capitalisant sur le savoir-faire reconnu du Groupe dans la commercialisation d'électricité et de gaz afin d'amortir ses coûts fixes.

3. GESTION DES RISQUES ET INCERTITUDES

Le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

3.1. LES RISQUES JURIDIQUES

ENJEUX ET CONTRAINTES LIES AUX CHANGEMENTS LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

Le marché de la fourniture de l'électricité et du gaz étant très réglementé, le Groupe est naturellement sensible à l'évolution du contexte législatif et réglementaire. A titre d'illustration, le Groupe est attentif à l'évolution du

projet de loi de programmation sur la transition énergétique présenté à l'Assemblée Nationale le 30 juillet 2014 et discuté à partir du 1^{er} octobre 2014.

Direct Energie est également confronté sur son espace économique à la conjonction de deux facteurs. D'une part, le rythme d'évolution du niveau des TRV, illustré par la fixation des TRV d'électricité pour la période du 1^{er} août 2014 au 31 juillet 2015 dont la hausse de 5% en moyenne prévue par l'arrêté du 26 juillet 2013 a été totalement annulée par le Gouvernement par un arrêté du 28 juillet 2014. La Société a contesté cette annulation en référé et au fond.

D'autre part, des projets de réformes réglementaires en cours concernant les TRV d'électricité et l'ARENH qui devraient être applicables avant la fin de l'année.

PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Le Groupe n'a fait l'objet d'aucune injonction ou sanction pécuniaire pour des pratiques anticoncurrentielles prononcées par l'Autorité de la Concurrence.

3.2. LES RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX

Le Groupe n'exploite à ce jour aucun site industriel et n'exerce aucune activité le conduisant à émettre ou à manipuler des substances toxiques ou dangereuses.

3.3. LES RISQUES DE CREDIT ET/OU DE CONTREPARTIE

Le Groupe est amené à effectuer des transactions (ventes ou achats) avec de nombreuses contreparties pour un montant global important.

Concernant son activité de fourniture d'électricité et de gaz, le Groupe suit au quotidien l'encours clients et constate au besoin des dépréciations sur les créances qui présenteraient une probabilité de recouvrement trop faible. Au 30 juin 2014 cette dépréciation des comptes clients représente 18,9 M€ (contre 18,7 M€ au 31 décembre 2013).

Concernant son activité de négoce d'énergie, le Groupe traite soit sur des marchés organisés avec chambre de compensation soit avec des contreparties de premier rang sur le marché européen. Le risque de défaillance de ces contreparties est jugé comme non significatif par le Groupe.

3.4. LES RISQUES OPERATIONNELS

Suite à la fusion, le Groupe a dû uniformiser les systèmes d'information de Poweo et de Direct Energie afin d'assurer techniquement la fusion des parcs clients des deux anciennes sociétés et d'exprimer le plus rapidement possible des synergies. Ces opérations ont été achevées avec succès au cours de l'exercice 2013.

3.5. LES RISQUES DE LIQUIDITE

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Le Groupe suit quotidiennement ses disponibilités en termes de liquidités et besoins de liquidités à courts et moyens termes pour s'assurer à tout moment d'avoir des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante et les investissements pour le développement du Groupe. L'échéancier des actifs et passifs financiers est indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés.

Le Groupe dispose de facilités de crédit court terme consenties par ses partenaires bancaires. Un contrat d'affacturage permet par ailleurs au Groupe de mobiliser les créances liées à ses clients professionnels.

Direct Energie, en tant qu'opérateur actif sur les marchés de l'énergie, utilise un certain nombre d'instruments dérivés afin d'optimiser sa stratégie d'approvisionnement, ce qui se traduit par la conclusion d'accords avec des contreparties de gré à gré ainsi que des opérations directement sur les places de marché organisées. Ce type d'instruments implique la mise en place de mécanismes d'appels de marge avec le marché et les contreparties. Le Groupe privilégie la fourniture de garanties bancaires mais peut être amené à couvrir les appels de marge sous forme de liquidités pour des montants conséquents et dans des délais très courts, notamment dans un contexte de forte volatilité des prix de marché.

3.6. LES RISQUES DE MARCHE ET LES RISQUES SUR MATIERES PREMIERES

Le Groupe conclut des contrats d'achats et de ventes fermes d'énergie sur un marché organisé ou avec des contreparties de gré à gré. Ces instruments dérivés entrent dans la gestion et l'optimisation de l'approvisionnement des clients et sont sensibles à la variation des prix de marché des matières premières, qui a une volatilité importante.

Le Groupe revoit périodiquement son portefeuille d'instruments dérivés afin de suivre plus particulièrement les risques de marché. L'effet sur le compte de résultat et les réserves d'instruments financiers du Groupe dans le cas d'un choc uniforme sur l'ensemble des cours à terme est présenté dans l'annexe des comptes consolidés.

3.7. LES RISQUES DE TAUX

De par sa structure d'endettement, le Groupe n'est pas exposé aux risques de taux.

3.8. LES RISQUES DE CHANGE

Le Groupe n'a pas d'exposition aux risques de change.

4. INFORMATIONS SOCIALES

Le Groupe Direct Energie comptait 284 collaborateurs en fin de période contre 285 au début de la période.

Les charges de personnel représentent 11 M€ sur la période contre 23,1 M€ lors de l'exercice clos le 31 décembre 2013, hors impact de variation de juste valeur des engagements liés aux stock-options.

5. ACTIVITES DU GROUPE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Direct Energie accompagne le déploiement des compteurs communicants avec son offre « Tribu » (offre « maison connecté »). Cette offre, réservée aux particuliers équipés de compteurs communiquant Linky (Indre-et-Loire et région lyonnaise), présente la particularité de permettre à ses clients d'être facturés sur la base de leurs consommations réelles et de bénéficier d'heures creuses à la carte et de l'ajustement de leur abonnement en fonction de leur consommation. Cette offre innovante et digitale s'inscrit dans la politique d'efficacité énergétique lancée par les pouvoirs publics.

Par ailleurs, le Groupe est leader du projet MODELEC, un pilote soutenu par l'ADEME. Cette innovation technologique permet de réduire les pointes de consommation et de participer à l'équilibre en temps réel du réseau, grâce au pilotage des équipements électriques à distance. C'est également un outil qui permet aux clients de piloter la consommation d'électricité grâce à une plateforme conviviale accessible depuis un ordinateur, une tablette ou un téléphone portable.

De surcroît, le Groupe contribue activement au débat sur la transition énergétique.

Enfin, l'activité de développement des outils spécifiques aux métiers de Direct Energie, notamment d'OSCAR, de ZEPPELIN et de SHIP (outils de gestion du négoce d'énergie et de sourcing) et d'OASIS et PERRIER (outils de gestion des échanges), s'est poursuivie tout au long de la période.

Pour finir, Direct Energie poursuit son engagement dans la réduction de la consommation d'énergie de ses clients en lançant la commercialisation d'un « Pack Chauffage », une offre d'énergie comprenant un thermostat développé par la société Nest, lequel permet de réduire la consommation d'énergie grâce à de légères variations de température pilotées automatiquement par le thermostat.

6. ACTIVITES POLLUANTES OU A RISQUE

Au titre du premier semestre 2014, le Groupe n'a exploité aucune installation classée Seveso seuil haut.

* * * * *

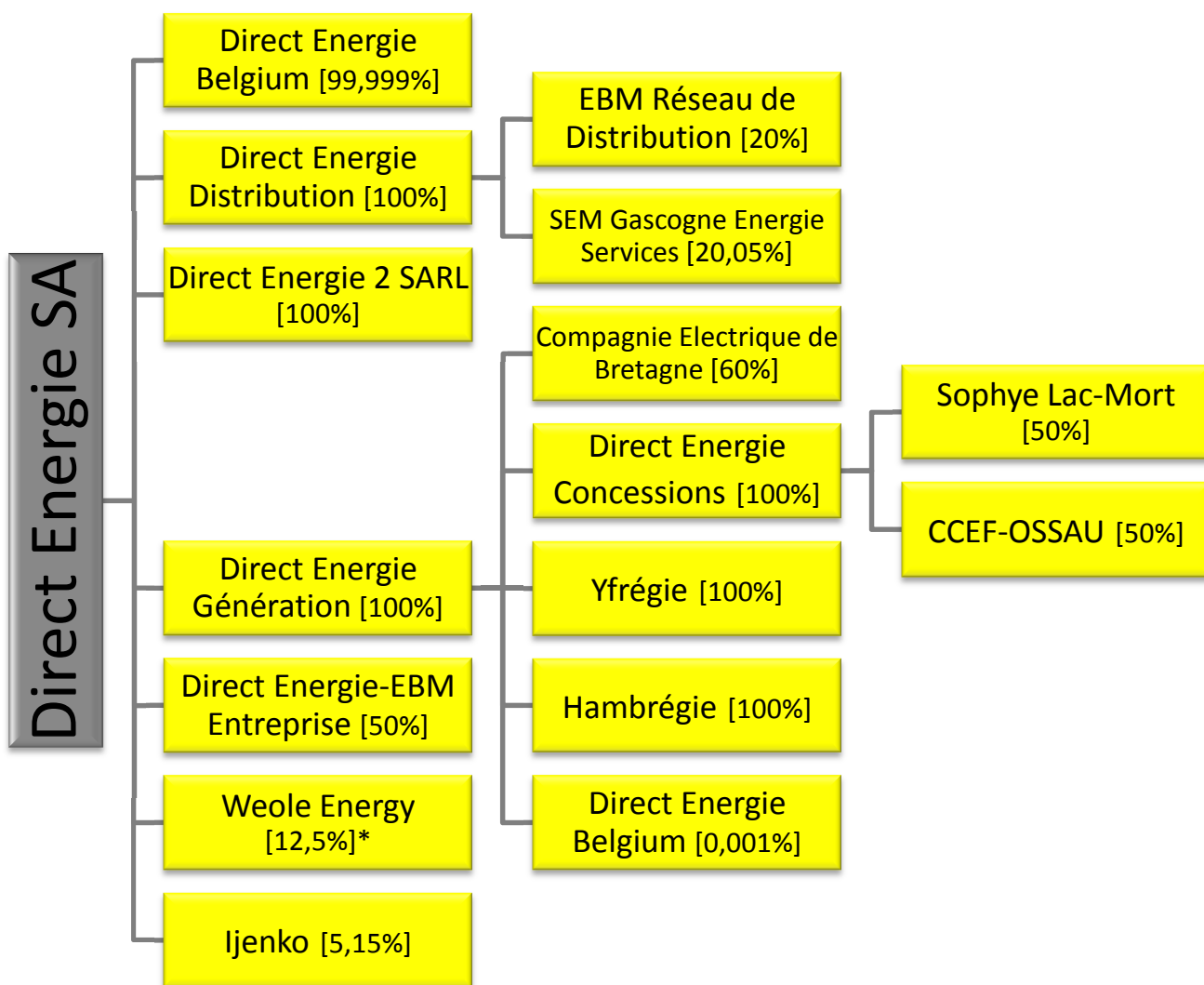
Fait à Paris

Le 14 octobre 2014.

Le Conseil d'Administration

ANNEXE 1

ORGANIGRAMME DU GROUPE AU 30 JUIN 2014



**En procédure de liquidation judiciaire*